Terrorisme : notre société doit faire un choix

mercredi 6 septembre 2017, par Thémis

Alors que le terrorisme s'impose définitivement dans notre quotidien, nous continuons à traiter le problème comme une exception. Il faut désormais accepter la réalité des faits, et engager le débat sur le type de société que nous souhaitons à présent. Un travail qui doit être mené aussi bien par les citoyens que par leurs représentants .

Les actualités ne nous surprennent presque plus, alors que chaque jour elles annoncent de nouveaux attentats, quelque part dans le monde. Et chaque jour, la menace reste réelle dans nos villes. On n'a jamais autant parlé de terrorisme.

Pourtant, à part dresser des constats, des diagnostics, personne n'a encore décidé de devenir le chirurgien qui opérera notre société de la maladie qui la ronge. Rien n'est cependant plus urgent que de le faire, quand on sait que le terrorisme ne va pas disparaître d'un claquement de doigts, et va perdurer dans notre monde occidental. Que faire, dès lors ?

Tout d'abord, il faut encourager nos responsables politiques, les leaders d'opinion à poser les conditions du choix. Les conditions d'un vrai choix de société. Celui que chaque démocratie doit poser à ses citoyens : jusqu'où est-on prêt à sacrifier nos libertés pour être mieux protégés ? Le débat est bien sûr risqué, mais nécessaire, et il demandera du courage politique.

Mais rester dans l'entre-deux est encore plus dangereux. C'est cet entre-deux qui pousse certains à dire "le risque zéro n'existe pas", ce qui est faux. Le risque zéro existe, c'est créer une bulle et potentiellement une entrave majeure aux libertés. Mais c'est, en substance, un choix de société. Comme il a pu être fait en Israël, démocratie ultra-militarisée. Mais que dire de nos pays occidentaux qui, en brandissant l'Etat d'urgence, ne font finalement que de reproduire timidement des schémas sécuritaires comme ceux d'Israël, promettant cependant que tout cela n'est que temporaire ? Encore un entre-deux. L'État d'urgence devient la norme dès que l'on accepte la gravité et l'immédiateté de la menace.

L'institutionnalisation de l'État d'urgence, de la meilleure protection de nos citoyens, devra aussi aboutir à un débat sur la permissivité de notre société. Il y aura forcément des dommages collatéraux. Si nous choisissons une meilleure protection, nous renoncerons à certaines libertés. Nous accepterons de continuer à voir des militaires dans nos rues, à être plus contrôlés, plus surveillés aussi.

Mais à l'inverse, si nous ne prenons pas cette décision, nous devrons accepter de subir de plus en plus d'attentats, sans que rien ne puisse être fait, puisque nos libertés individuelles prévalent. Liberté et sécurité, l'un ne va pas sans l'autre, ce sont deux vases communicants. À nous de choisir l'équilibre de celui-ci, et quel dosage sera le plus supportable, à court et long terme.

Le monde mondialisé dans lequel nous vivons nous a permis de grandir, de progresser. Il a apporté de nouveaux risques, le terrorisme en fait partie. Mais notre société de flux est irrémédiable et nécessaire, nous ne pouvons pas revenir dans nos châteaux forts, cachés derrière nos murailles. Nous en sommes sortis, et nous devons accepter les risques du monde extérieur.

Dès lors, tout le monde se met d'accord pour analyser et faire le constat des dangers, tandis que personne ne solutionne. Il est donc désormais plus que nécessaire de définir les lignes politiques pour les décennies à venir, et d'établir pour de bon un "new deal" sécuritaire, entre le politique et le citoyen.

Auteur : Didier Ranchon
Date : 04/09/2017
Source : Les Echos